

Groupe de travail V
Document de travail 6

Groupe de travail V "Compétences complémentaires"

Note de M. Joachim Wuermeling, membre du Parlement européen

Compétences complémentaires relevant des compétences de l'UE
Document de travail à l'attention du Groupe de travail "Compétences complémentaires"
Élément du traité constitutionnel

Titre x - Compétences

Section I - Généralités

Art. A - Les principes

- (I) L'Union européenne ne dispose que des compétences qui lui sont expressément conférées par le présent traité constitutionnel. Les domaines ne relevant pas de ces compétences demeurent du ressort des États membres.
- (II) Les compétences européennes sont exercées conformément aux principes de subsidiarité et de proportionnalité. Dès lors, la Communauté n'intervient que si et dans la mesure où les objectifs de l'action envisagée ne peuvent pas être réalisés de manière suffisante par les États membres et les régions ni par le biais d'une coopération transfrontalière. L'action n'excède pas ce qui est nécessaire pour atteindre les objectifs du présent traité.

- (III) L'exécution du droit de l'UE incombe aux États membres. La possibilité d'introduire un recours en manquement n'est pas affectée. À titre exceptionnel, la compétence pour prendre des décisions individuelles relevant du domaine de compétence de l'Union peut être déléguée à la Commission européenne.

Art. B – Catégories de compétences

Les compétences européennes sont :

- les compétences de l'Union (section II);
- les compétences partagées (section III);
- les mesures complémentaires (section IV).

I. Art. C - "Disposition de Christophersen"

L'Union respecte l'identité nationale de ses États membres, leur structure constitutionnelle et politique, leurs responsabilités aux niveaux régional et local ainsi que le statut des Églises et des organisations de bienfaisance.

Section II– Compétence de l'Union

(...)

Section III– Compétences partagées

(...)

Section IV – Mesures complémentaires

Art. A - Définition

Dans certains domaines de compétence des États membres et à l'exclusion de toute harmonisation, l'Union peut contribuer par des mesures complémentaires à la promotion des objectifs des États membres.

Art. B - Domaines

- (I) Les mesures complémentaires peuvent être mises en œuvre dans les domaines suivants:
- a) la formation
 - b) la culture
 - c) la santé
 - d) la protection des consommateurs
 - e) la politique industrielle
 - f) la recherche et le développement
 - g) l'emploi
- (II) L'action menée par l'Union sur la base d'autres compétences n'est pas affectée, dans la mesure où les objectifs et l'objet des mesures relève de ces domaines.
- (III) Des mesures complémentaires peuvent également être arrêtées dans le domaine des compétences partagées.

Art. C - Instruments

- (I) Les mesures complémentaires couvrent la promotion de
- la coopération transfrontalière ou de projets de portée européenne;
 - l'échange d'expériences au niveau européen et de l'évaluation des performances;
 - la coopération volontaire.

- (II) Les programmes de soutien nécessitent une base juridique qui est définie dans le cadre de la procédure prévue à l'article ... (procédure de codécision).

[Cet article peut être supprimé, si les instruments sont régis de manière générale, ainsi que le propose le titre y]

A. Art. D - Formation

(...)

Art. B - Culture

(...)

Art. C - Santé

(...)

Art. D – Protection des consommateurs

(...)

Art. E – Politique industrielle

(...)

Art. F – Recherche et développement

(...)

Art. G - Emploi

(...)

- a) instruments relevant du titre y

Art. A – Types d'actions

- (I) L'Union européenne agit par le biais de l'harmonisation, de la reconnaissance mutuelle, des mesures complémentaires, du soutien et de la coopération.
 - (a) Dans le cadre de l'harmonisation, l'Union établit des normes au moyen de règles de droit.
 - (b) Dans le cadre de la reconnaissance mutuelle, l'Union peut obliger les États membres à reconnaître mutuellement les règles de droit et les actes administratifs.
 - (c) Les mesures complémentaires permettent de régir au niveau communautaire des aspects transfrontaliers des compétences des États membres.
 - (d) Le soutien permet d'assurer le financement des actions concernées.
 - (e) Dans le cadre de la coopération, l'Union est habilitée à organiser l'échange d'informations et d'expériences ainsi qu'à comparer les performances.

2. Art. B - Instruments juridiques

Aux fins de la mise en œuvre des types d'actions précités, l'Union dispose des instruments juridiques ci-après:

- (a) Action normative
 - (1) Les règlements/lois communautaires sont directement applicables. Ils sont obligatoires dans tous leurs éléments et ils sont directement applicables dans tout État membre.
 - (2) Les directives/dispositions-cadres lient tout État membre destinataire quant au résultat à atteindre, tout en laissant aux instances nationales la compétence quant à la forme et aux moyens.

(3) Les recommandations et les avis ne lient pas.

(b) Autres actions

(1) Les programmes régissent les conditions et la mise en œuvre des mesures de soutien de l'Union.

(2) L'exécution permet à l'Union de réaliser elle-même ses tâches législatives et de se doter des dispositions administratives nécessaires à cette fin.
